

L'eau retourne dans le giron public
Le 27 novembre 2014 par Stéphanie Senet

Observé en France depuis une dizaine d'années, le retour à une gestion publique de l'eau potable connaît le même essor au niveau mondial. Au moins 180 villes de 35 pays ont repris la main sur la gestion de cette ressource au cours des 15 dernières années, selon un rapport publié ce 27 novembre par l'Observatoire des multinationales[1].

UNE ACCÉLÉRATION DEPUIS 2010

Buenos Aires (Argentine) a franchi le cap, tout comme Johannesburg (Afrique du Sud), Accra (Ghana), Berlin (Allemagne), Atlanta (Etats-Unis), ou encore Kuala Lumpur (Malaisie). Si la remunicipalisation touche tous les continents (sauf l'Océanie), elle s'est aussi accélérée au cours des 4 dernières années. Ainsi, 81 retours en régie ont eu lieu dans les pays développés entre 2010 et 2014, soit deux fois plus qu'entre 2005 et 2010. En 2000, seulement 3 villes avaient fait ce choix (Briançon et Grenoble en France, et Cochabamba en Bolivie).

FRANCE ET ETATS-UNIS EN PREMIÈRE LIGNE

Avec 49 villes au total, dont Paris, Grenoble, Montpellier, Nice ou Rennes, la France (où se trouvent les sièges sociaux des deux géants privés du secteur Suez et Veolia) fait partie des pays les plus concernés par le phénomène, avec les Etats-Unis (59 villes). Dans l'Hexagone comme ailleurs, le retour à une gestion publique s'explique par le piètre bilan précédent: faibles performances des prestataires, sous-investissement, flambée des factures d'eau, manque de transparence et mauvaise qualité de service.

UN PASSAGE PARFOIS COÛTEUX, MAIS UN BILAN POSITIF Le passage n'est pas pour autant toujours facile. Indianapolis

(Etats-Unis) a dû indemniser les anciens opérateurs privés pour leur manque à gagner. Berlin a été obligée de racheter leurs parts à des prix exorbitants. Buenos Aires a même été poursuivie devant des tribunaux pénaux internationaux. Mais les retours de la remunicipalisation s'avèrent positifs: en général, les investissements sur le réseau se sont accrus, tout comme la qualité du service, sans que la facture ne s'envole...

[1] En collaboration avec le Transnational Institute (TNI) et l'Unité de recherche internationale sur les services publics (PSIRU).